

facilitation des voyages et du commerce et le renforcement de la sécurité. Pour atteindre ces objectifs au cours des 10 à 15 prochaines années, nous devons évaluer ce que nous faisons à la frontière, adopter une approche de gestion des risques, accroître les ressources affectées à la frontière, développer la coopération binationale pour la gestion de nos frontières extérieures et intérieures, et coordonner étroitement nos activités avec les dirigeants des secteurs privé et public de la région frontalière.

Nous avons d'énormes intérêts en jeu à la frontière entre le Canada et les États-Unis – 200 millions de passages de la frontière par année et 1,2 milliard de dollars américains d'échanges commerciaux par jour. Ces intérêts montrent l'importance de nos relations et ouvrent la possibilité d'un rôle prépondérant et énergique pour les gouvernements fédéraux. Les organismes gouvernementaux du Canada et des États-Unis proposent de poursuivre le dialogue du Partenariat Canada-États-Unis avec les intéressés des régions frontalières, la prochaine réunion du Partenariat étant prévue pour 2001 dans la région de Détroit-Windsor. Nous sommes persuadés que, de concert avec les dirigeants locaux, les États-Unis et le Canada pourront présenter au reste du monde un modèle encore meilleur de gestion des frontières et de coopération.

Veuillez agréer l'assurance de notre haute considération.



John P. Manley, C.P., député
Ministre des Affaires étrangères
du Canada



Madeleine K. Albright
Secrétaire d'État des
États-Unis d'Amérique